

Quand l'augmentation du pouvoir d'achat accroît les déficits publics...

« Redonner du pouvoir d'achat aux français » voilà des mots que l'on a entendus, encore et encore, et qui, tous bords politiques confondus, ont toujours fait l'unanimité : tous ont voulu, ou au moins ont dit qu'ils voulaient « donner du pouvoir d'achat aux français ». Quelle belle promesse et quelle belle perspective ! Comment ne pas y être sensible ?

Une promesse d'autant plus belle qu'elle avance, presque comme une garantie, un raisonnement apparemment inattaquable : Plus de pouvoir d'achat, c'est plus de consommation. Plus de consommation (c'est déjà en soi agréable) mais en plus, c'est vertueux : plus de consommation rime en effet avec plus de recettes pour l'Etat, et donc avec la lutte contre les déficits publics. Et c'est vrai, qu'il était une fois ...le mécanisme a fonctionné.

Mais il ne fonctionne malheureusement plus, ou en tout cas beaucoup moins bien. Déficit chronique de notre balance commerciale oblige, 100 euros de pouvoir d'achat supplémentaires se répartissent quasi automatiquement en 70 euros pour les importations, et seulement 30 euros pour la consommation domestique. Pourquoi ? Tout simplement parce que la consommation se structure fortement voire de plus en plus autour de produits trop peu voire plus du tout fabriqués en France.

Quel rapport avec la dette publique me direz-vous ? Il est simple : un produit made in ailleurs génère infiniment moins de recettes (et donc de richesse) qu'un produit Made in France qui lui alimente un circuit économique-industriel, génère des factures, des taxes, des salaires, des investissements...

Ainsi, la promesse non dite de l'amorce d'un cercle vertueux par l'augmentation du pouvoir d'achat, quasi incontestable pour de nombreux économistes quand la consommation est structurée autour de biens domestiques, devient presque une escroquerie intellectuelle lorsque la consommation intérieure se structure autour des importations, ce qui est nettement le cas en France.

En d'autres termes, pour être tout à fait clair, ceux qui oseraient aujourd'hui et en France affirmer qu'ils vont créer de la richesse en augmentant le pouvoir d'achat, devraient avoir l'honnêteté de préciser d'abord que cette richesse profitera avant tout aux étrangers producteurs des biens importés ; ensuite qu'une telle mécanique enlève sournoisement l'ensemble de l'Etat et des services publics dans des conditions de ressources fortement dégradées.

Mais n'est-ce pas la situation que nous expérimentons en ce moment et depuis déjà de nombreuses années ? Alors, c'est vrai, je ne suis pas économiste, et je n'ai peut-être pas compris grand-chose. Une seule petite chose peut-être : la richesse ne commence jamais avec du pouvoir d'achat, mais toujours avec la capacité de créer, travailler et produire là où nous vivons.

Fabienne Delahaye,

Fondatrice et organisatrice de MIF Expo, le salon du Made in France.

www.mifexpo.fr